

## Les médias mainstream effrayés par la perspective d'un front anti-Soros ?

Categories : [Médias](#)

Date : 5 avril 2017



L'Ojim a consacré de nombreux articles à l'influence de Soros, [que ce soit aux États-Unis](#) comme [en Europe de l'est](#). La contre-attaque médiatique et politique semble s'organiser contre ses réseaux d'influence. Le milliardaire et son *Open Society Foundations* sont aujourd'hui attaqués sur plusieurs flancs après des années de totale impunité. Une perspective qui commence à inquiéter les médias *mainstream* en France et à l'étranger.

Ces mêmes médias qu'un autre milliardaire influent, David Rockefeller (récemment décédé), avait remerciés en juin 1991 devant la commission Trilatérale pour leur travail de dissimulation durant les dernières quarante années en ces termes : « *Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, à Time Magazine et d'autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer nos plans pour le monde si nous avions été assujettis à l'exposition publique durant toutes ces années. Mais le monde est maintenant plus sophistiqué et préparé à entrer dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés.* » (cité par l'écrivain et chercheur Pierre de Villemarest dans *Faits et chroniques interdits du publics*).

## Reuters sonne l'alarme

C'est *Reuters* qui a donné l'alerte la première. L'agence de presse ([qui compte parmi ses administrateurs](#) « *Roberto Mendoza, ancien vice-président de JP Morgan Chase & Co, ancien directeur de la banque d'affaires Goldman Sachs ; Ed Kozel, administrateur de Cisco Systems ; Richard Olver, directeur de la compagnie pétrolière BP Amoco ; John Craven, administrateur-délégué de la compagnie financière Merrill Lynch International, ancien directeur de la Deutsche Bank et vice-président de SG Warburg ; ou encore Ian Strachan, ancien directeur d'Exxon Mobil et président d'Esso Hong-Kong et Chine.* ») publiait récemment un article dans lequel son auteur s'alarmait de l'émergence d'un front anti-Soros en Europe de l'Est sous l'inspiration de la Russie (voir : [bloomberg.com](#) et [breitbart.com](#)).

*« La campagne contre Soros dans des pays autrefois dominés par Moscou semble suivre un modèle établi par le président russe Vladimir Poutine, dont la répression contre les organismes de bienfaisance financés à l'étranger a chassé la fondation de Soros de Russie il y a deux ans. »*

L'article évoque ensuite une possible coopération entre Russes et une partie des conservateurs américains aujourd'hui au pouvoir, ce qui ne laisserait plus beaucoup de champ de manœuvre au milliardaire américano-hongrois, à part en Europe de l'ouest. La présence de l'ancien patron de Breitbart News, Stephen Bannon, dans l'administration présidentielle américaine semble particulièrement inquiéter *Reuters* :

*« Et maintenant, avec le président Donald Trump à la Maison Blanche, les militants anti-Soros en Europe de l'Est disent qu'ils s'inspirent également des États-Unis, en particulier des médias américains de droite comme le site Breitbart. L'ancien président de Breitbart, Steve Bannon, est maintenant conseiller principal de la Maison Blanche auprès de Trump. »*

## Soros en Macédoine

Cette coopération internationale anti-Soros semble devenir une réalité, notamment au niveau médiatique. En Macédoine par exemple, le journaliste Cvetlin Cilimanov a fondé en janvier dernier un groupe baptisé *Operation Stop Soros*. Celui-ci déclarait alors : « *Notre inspiration vient des États-Unis, des organisations conservatrices américaines, des médias et des membres du Congrès avec les mêmes vues, en particulier la nouvelle administration du président Trump.* » Cvetlin Cilimanov n'est pas le premier venu, il est le rédacteur en chef de la principale agence de presse macédonienne.

La Macédoine traverse une crise politique dont le point d'orgue fut de grandes manifestations de rue qui poussèrent le premier ministre Nikola Gruevski à la démission. Nikola Gruevski, qui contrôle toujours la plus grande partie du parlement, dénonce aujourd'hui les ingérences de Soros :

*« Soros transforme les ONG macédoniennes en une armée moderne (...) Ils vous écrasent, ils font de vous un criminel, un voleur, un traître, un imbécile, un monstre, ce qu'ils veulent (...) Il ne fait pas seulement cela en Macédoine mais dans un grand nombre de pays. »*

Bojan Maricik, leader macédonien du **Centre for European Strategies – Eurothink**, un think-tank qui perçoit des subsides des réseaux Soros, [commente ainsi la situation](#) : *« une campagne de purge et de "dé-sorotisation" est en cours en Macédoine. Les inspecteurs des finances, la police et les magistrats ont lancé des enquêtes sur les financements des ONG depuis le discours de Nikola Gruevski. »*

## **La Roumanie et la Pologne aussi**

En Roumanie c'est Liviu Dragnea, le leader du parti social-démocrate au pouvoir, qui a déclaré à la télévision en janvier dernier : *« Soros, ainsi que les fondations et les structures qu'il a financées depuis 1990, ont financé le mal en Roumanie. »* En Pologne ce sont des membres du parti polonais de Droit et Justice (PiS) qui dénoncent les actions de Soros. Partout en Europe de l'Est, première cible des menées de Soros depuis les années 1980, se fait jour la volonté de s'émanciper de ses réseaux.

## **La Hongrie en pointe**

Mais de tous les pays d'Europe de l'Est, c'est en Hongrie que l'orientation anti-Soros du gouvernement s'affirme le plus clairement. Depuis quelques jours les médias francophones s'inquiètent des mesures prises par le gouvernement de Viktor Orbán. Ainsi [Le Monde du jeudi 30 mars](#) qui écrit : *« Le gouvernement hongrois, dirigé par l'ultraconservateur Viktor Orbán, a présenté, mardi 28 mars, un projet de loi qui pourrait entraîner la fermeture de l'une des institutions universitaires les plus emblématiques du pays, l'Université d'Europe centrale (CEU en anglais). »*

Rappelons ici que l'université d'Europe centrale constitue l'un des principaux organes d'influence de George Soros en Europe orientale comme le rapporte aussi *Le Monde* :

*« L'université, située au cœur de Budapest, a accueilli, depuis 1991, 14 000 étudiants du monde entier, triés sur le volet, pour étudier – en anglais – dans des conditions exceptionnelles, souvent jalosées par la communauté universitaire locale. De statut privé, elle fonctionne grâce à une dotation d'une valeur de 550 millions d'euros du financier américain, qui permet notamment d'attribuer des bourses à une grande majorité d'étudiants. En vingt-cinq ans, la CEU a formé une génération d'élites, actuellement au pouvoir un peu partout en Europe centrale, y compris au sein du gouvernement de M. Orbán. »*

Depuis la fin du système soviétique, la CEU constitue ainsi une véritable pouponnière d'élites

libérales liées à Soros en Europe centrale. Un outil d'ingérence que le gouvernement Orban souhaite pouvoir maîtriser.

[D'après Laszlo Palkovics](#), le ministre hongrois de l'Éducation nationale, le projet de loi du gouvernement Orban vise à « *clarifier le cadre juridique des institutions internationales présentes en Hongrie* ». Le projet de loi prévoit qu'aucune université extérieure à l'Europe ne puisse accorder de diplômes hongrois sans passer par un accord avec le gouvernement. Les établissements étrangers devront aussi prouver qu'ils ont une activité sur leur territoire d'origine. Si elle est approuvée par le Parlement, l'Université ne pourra donc continuer à travailler que si un accord intergouvernemental entre le président américain Donald Trump et le Premier ministre hongrois Viktor Orban est signé et uniquement si l'université établit un campus aux États-Unis d'ici l'année prochaine.

L'article du *Monde* se poursuit ainsi : « *La CEU estime que le texte, s'il était adopté, " rendrait impossible " une continuation de ses activités dans le pays, parce qu'il annulerait notamment l'accord entre l'Etat de New York et la Hongrie, qui lui permet de délivrer des diplômes reconnus par les deux systèmes. (...) Des proches du promoteur de la démocratie non libérale avaient aussi critiqué le rôle de la CEU dans le pays, accusée d'être " le bras armé de Soros en Europe" pour promouvoir un agenda " libéral " et de s'accaparer les fonds européens au détriment des universités locales. »*

Depuis plusieurs années, Viktor Orban dénonce publiquement l'action de George Soros, comme lors d'un discours en janvier 2017 :

*« Les organisations qui dépendent de George Soros travaillent infatigablement à transporter les migrants en Europe par centaines de milliers. »* Ou plus récemment face à la Cour européenne des Droits de l'Homme : « *C'est une collusion de trafiquants d'êtres humains, de bureaucrates bruxellois et d'organisations qui travaillent en Hongrie financées par des fonds étrangers. Appelons un chat un chat : c'est George Soros qui les finance. »*

Avec ce projet de loi sur le financement des universités, Orban intensifie encore son offensive contre George Soros, qu'il accuse de financer l'opposition. Se préparant ainsi à de possibles mouvements de contestation alimentés depuis l'extérieur comme récemment en Roumanie ou en Biélorussie. Méthode dont les réseaux Soros sont habitués comme en Ukraine et avant cela en Serbie avec le mouvement Otpor (« Résistance »).

Un autre projet est d'ailleurs en préparation. Viktor Orban souhaite légiférer pour forcer les ONG implantées en Hongrie à déclarer le montant de leur financement provenant de l'étranger, sous peine de ne plus être autorisées à y mener leurs activités. Le gouvernement vient d'ailleurs de lancer une consultation nationale auprès de la population hongroise dont le slogan sans équivoque est « *Arrêtons Bruxelles* ». Viktor Orban avait aussi récemment [accusé les ONG proches de Soros](#) d'être : « *des activistes payés par des organisations internationales* » pour « *faire venir des centaines de milliers de migrants en Europe.* »

Début 2017, c'était Szilard Nemeth, le vice-président du Fidesz (le parti au pouvoir) [qui déclarait](#) : « *La Hongrie utilisera tous les outils à sa disposition pour mettre dehors les ONG financées par George Soros* » accusant les organisations de Soros de « *servir le capitalisme mondial et de soutenir le politiquement correct contre les gouvernements nationaux* » et estimant que l'investiture de Donald Trump offrait une opportunité historique de se débarrasser d'ONG faussement humanitaires.

Un front international anti-Soros semble en train de s'organiser. Un front qui est autant médiatique que politique. Depuis des années ce sont les médias indépendants américains qui ont dénoncé sans relâche l'action de George Soros et des réseaux globalistes. En Europe de l'Est l'opération « Stop Soros » lancée par un journaliste macédonien paraît appelée à faire des émules. En France la web télévision *TV-Libertés* a déjà publié plusieurs reportages sur les réseaux Soros.

Crédit photo : [JMSC HKU via Flickr](#) (cc)